

**QUATRIÈME
CONFÉRENCE DES
NATIONS UNIES
SUR LES
PAYS LES MOINS
AVANCÉS
ISTANBUL, TURQUIE
DU 9 AU 13 MAI 2011**

Photo: La Banque Mondiale/Curt Carnemark | Lesotho



Document d'information 4

AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Une restructuration du secteur de l'agriculture sera nécessaire pour maintenir le niveau de la croissance économique dans les pays les moins avancés, qui s'est élevé récemment, et pour lutter contre la malnutrition chronique.

Les faits suivants peuvent être considérés comme les principales caractéristiques de la situation dans les pays les moins avancés :

- le secteur agricole emploie environ 70 pour cent de la main-d'œuvre ;
- l'agriculture représente seulement 30 pour cent du produit intérieur brut (PIB) ;
- les exportations agricoles ne constituent que 14 pour cent du total des exportations des PMA ;
- parmi les 48 PMA, 44 comptent sur les importations pour nourrir leur population ;
- sur la population totale des PMA, un tiers (soit 285 millions de personnes) souffre de malnutrition chronique.

Ce bilan statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indique que les pays les moins développés sont confrontés à un dilemme.

L'agriculture à faible rendement telle qu'elle est pratiquée actuellement est une entrave presque totale aux économies : alors que la productivité par travailleur employé dans les PMA a été multipliée par 1,6 depuis 1991, la productivité des exploitations agricoles a à peine bougé, d'après la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [Rapport 2010 sur les PMA]. Le noyau de l'extrême pauvreté dans le monde se trouve dans les régions rurales des pays pauvres.

Cependant, alors que la plupart des personnes vivent dans des régions rurales et gagnent tout ou partie de leur subsistance par l'agriculture, et que les villes sont déjà surpeuplées et surchargées, l'abandon pur et simple de l'agriculture pour adopter d'autres activités économiques n'est pas envisageable dans l'immédiat ni à grande échelle.

Le renforcement du secteur agricole sera nécessaire pour instaurer une croissance durable et pour réduire la pauvreté et la malnutrition. Or, le rendement traditionnellement faible du capital et du travail investi dans l'agriculture et, jusqu'à récemment, les

prix historiquement faibles des denrées alimentaires ont suscité le désintérêt tant du secteur privé que du secteur public.

La part de l'aide publique au développement allouée à l'agriculture a chuté de 17 pour cent à la fin des années quatre-vingt à environ 6 pour cent ces dernières années [Organisation de coopération et de développement économiques]. La production alimentaire par personne dans les PMA a diminué de manière similaire.

SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE

La malnutrition intervient sur toutes les catégories du bien-être humain visées par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : l'éducation primaire, la résistance aux maladies, l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'autonomisation des femmes et la santé maternelle et infantile.

Les conséquences des carences nutritionnelles survenues au cours des mille premiers jours d'une vie humaine sont particulièrement déterminantes, d'après les nutritionnistes et une nouvelle initiative interorganisations intitulée « Renforcer la nutrition ». La Banque mondiale estime que les pays en développement perdent deux à trois points de croissance chaque année en raison des ramifications économiques et sociales de la malnutrition pendant cette période critique que constituent les mois antérieurs et postérieurs à la naissance.

Alors qu'en 2011, le prix des denrées alimentaires approche des plafonds fixés en 2008, les familles pauvres qui dépensent habituellement 70 à 80 pour cent de leur revenu pour s'alimenter sont soumises à une forte pression. Celles qui vivent dans des communautés agricoles à faible rendement souffrent souvent autant ou plus que les foyers urbains.

Des notes d'observation sur le terrain révèlent qu'en Ouganda, par exemple, une famille de cinq enfants regroupe le déjeuner et le dîner dans un seul repas constitué de bouillie de maïs, l'après-midi. De même, une école ne peut plus fournir de repas et contraint donc ses élèves à étudier de 7 h 30 à 17 h sans rien manger, alors qu'ils parcourent par ailleurs plus de 5 km à pied ou à vélo pour se rendre en classe et rentrer chez eux. La recrudescence des vols de nourriture amène également les familles à déplacer leurs faibles réserves de céréales des greniers vers leur logement, attirant des animaux nuisibles à l'endroit où elles dorment [Réseau africain d'épidémiologie de terrain, février 2011].



Des camions sont chargés de graines et d'engrais pour un point de distribution à Tougo, Burkina Faso. ©FAO/ Alessandra Benedetti

ENVOLÉE DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

Cependant, la tendance actuelle, apparemment stable, à la hausse des prix des produits de base offre également une lueur d'espoir aux pays pauvres.

Ainsi, des informations récentes sur l'Afrique de l'Ouest montrent que le prix du riz est resté stable et que les cours mondiaux les plus élevés d'autres aliments de base n'ont pas encore eu de conséquences sur le marché intérieur, grâce à d'abondantes récoltes locales, à la disponibilité de denrées alimentaires sur place et aux politiques des gouvernements. Dans le même temps, les producteurs de cultures commerciales bénéficient de prix plus élevés à la vente du coton, de l'huile de palme, du caoutchouc et du cacao [FAO/Programme alimentaire mondial, février 2011].

Les investisseurs, allant des multinationales agroalimentaires aux fonds souverains, destinent des fonds plus abondants à l'agriculture et aux terres agricoles dans les pays les moins avancés. Le soutien du secteur public en Afrique est garanti par l'accord de Maputo, par lequel les gouvernements se sont engagés à consacrer au moins 10 pour cent de leur budget au développement agricole. En outre, les inquiétudes quant à la capacité du monde à subvenir à ses besoins alimentaires associées au soutien des objectifs mondiaux de lutte contre la pauvreté ont poussé les donateurs du G8 et du G20 à



Un prêt de 90 millions de dollars du FIDA, co-financé par la Banque Africaine de Développement, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), et le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, destiné à améliorer les services financiers ruraux et les marchés, ainsi qu'à promouvoir le développement du secteur privé en Tanzanie a été annoncé en Mars 2010. Plus d'un demi-million de ménages ruraux vulnérables, notamment les petits agriculteurs, éleveurs et pêcheurs, les petits entrepreneurs ruraux, les commerçants et les artisans, les institutions de micro-finance locales, les groupes de transformation et de commercialisation, les femmes rurales très pauvres et les jeunes ruraux, vont bénéficier directement de ce programme, axé sur une stratégie pour un secteur agricole modernisé, productif et rentable d'ici 2025.

annoncer le versement de 22 milliards USD destinés à l'agriculture et à l'assistance pour la sécurité alimentaire.

Le développement de nouvelles technologies dans le domaine des engrais, de l'irrigation et des semences aidera peut-être aussi.

UN TERRAIN DIFFICILE À CULTIVER

Pourtant, il ne sera pas facile de débloquer le potentiel d'une révolution agricole dans les PMA.

L'immense majorité des agriculteurs des PMA cultivent des terrains à petite échelle et subsistent tout en bas de l'échelle de la pauvreté mondiale. Afin de pouvoir réagir à des prix avantageux sur le marché, ils auront besoin de facilités de financement leur permettant d'acheter des engrais, des semences et du matériel avant les récoltes. Pour obtenir des fonds sur les marchés nationaux, régionaux et mondiaux, ils ont besoin d'avoir accès aux infrastructures modernes de transport et aux installations de stockage dont disposent les pays plus développés.

Sans ces infrastructures de soutien et sans un système de protection sociale qui fonctionne en époque de crise, les prix élevés des denrées alimentaires malmèneront les agriculteurs pauvres – dont la plupart sont des femmes – qui essaient de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

En outre, les nouveaux investissements destinés à l'agriculture n'ont pas toujours été utiles.

Les acquisitions de terres à grande échelle par des acheteurs étrangers – d'après la FAO, plus de 100 millions d'acres ont été achetées seulement en 2009, pour la plupart dans des PMA africains comme le Soudan, le Mozambique et l'Éthiopie, limitant souvent la superficie de terre arable des pays à revenu intermédiaire – offrent la possibilité d'apporter de nouvelles techniques et de nouveaux capitaux au secteur agricole qui en a cruellement besoin. Cependant, la Banque mondiale, la CNUCED, la FAO et le FIDA ont élaboré des recommandations sur les investissements en réaction à des cas où les effets d'entraînement dans les pays hôtes ont été plus négatifs que positifs, et ont comporté, par exemple, la dépossession de terres d'agriculteurs locaux.

Par ailleurs, les nouveaux engagements du secteur public rencontrent des difficultés pour gagner du terrain. On estime que, dans leurs budgets, les pays africains ont consacré à l'agriculture une moyenne de cinq pour cent, soit seulement la moitié de l'objectif de dix pour cent. Jusqu'à présent, sur les 22 milliards USD dont le versement a été annoncé par les pays donateurs en 2009, seules quelques centaines de millions ont été consacrés à des projets réels.

D'autres défis sont toujours à relever :

- la croissance de la population peut entraîner la diminution de la taille d'exploitations agricoles déjà petites ainsi qu'un empiètement sur des terres peu productives ;
- les fluctuations rapides des prix, à la hausse et à la baisse, compliquent la tâche des agriculteurs pour anticiper les conditions du marché et en tirer parti ; la volatilité a été intensifiée par des événements météorologiques extrêmes et par la spéculation sur les cours internationaux des matières premières ;
- le réchauffement climatique devrait accélérer irrémédiablement le rythme des épisodes climatiques extrêmes et accentuer les tensions exercées sur les ressources déjà limitées d'eau potable et d'énergie.



Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Nations Unies

